

Montreuil, le 8 Février 1985

Chers (es) Camarades,

Nous savons bien que 1985 sera une année difficile où nous aurons à nous battre, et souvent sur plusieurs fronts à la fois : pouvoir d'achat, emploi, protection sociale ...

Mais nous savons aussi que, lorsque les travailleurs s'en mêlent, ils sont capables d'empêcher les mauvais coups comme ils l'ont fait pour la flexibilité de l'emploi.

S'ils ont pu le faire c'est parce que nous avons su les informer, leur apporter des explications claires (argumentaire) sur toutes les conséquences qu'auraient eues pour eux la signature d'un tel accord. Nous avons su les consulter, leur demander leur avis.

Anous, responsables à la propa, de tout faire pour que toutes nos organisations poursuivent cet effort d'explications les plus claires possibles, de débats, de responsabilisation pour aller avec eux vers de nouvelles luttes victorieuses.

Nous savons que c'est possible.
C'est ce que nous devons nous souhaiter mutuellement.

BERNARD LACOMBE
SECRÉTAIRE DE LA C.G.T.

LA C.G.T. MET EN DEBAT

"ET POURQUOI PAS LA GREVE GENERALE ?"

Si le débat est ouvert dorénavant la façon d'y aller, de le mener, les arguments à développer ne sont pas spontanément évidents pour tous et maladresses et confusion sont des luxes que nous ne pouvons nous payer compte-tenu :

- de la barre (nécessaire, mais haute) de l'objectif
- du temps dont nous disposons.

Alors, autant clarifier. Le Secteur Propagande se bornera ici à quelques réflexions générales, tirées de ses propres déplacements et de l'échange de vues réalisé au collectif national du 24 janvier dernier.

SUR LA SITUATION

Ne pas penser que tout est réglé sur l'appréciation même si l'article de Henri Krasucki a été souvent repris, l'idée de "*nation affaiblie*" ne représente peut-être pas une réalité palpable pour les salariés. D'autant que les médias s'y prennent à merveille pour, d'une part monter en épingle certaines initiatives gouvernementales (moins 3% d'impôts sur le revenu pour tous en 86, liberté et donc "*baisse*" des prix de l'essence, amélioration des comptes extérieurs de la France, contrats formation-reclassement, remboursement anticipé de l'emprunt obligatoire) et de l'autre "*banaliser*" totalement la montée du chômage, l'extension de la pauvreté, la dégradation du pouvoir d'achat.

Donc revenir en priorité sur ce thème en se basant sur les articles de Henri Krasucki, sur le rapport de Louis Viannet à la C.E. et surtout en tenant moins de discours globaux et en s'efforçant :

- de donner des exemples de casse : Creusot-Loire, bien expliqué, ça fait réfléchir les gens
- de centrer au maximum sur des cas pris dans chaque réalité régionale.

De la même manière, donner des éléments qui justifient aussi la dégradation de la situation par rapport à la vie de chacune et chacun. Insister notamment sur tout ce qui concerne la santé (2% de perte de pouvoir d'achat sur les prestations familiales en 84)

SUR LE "TOUS ENSEMBLE" AVEC CHACUN

Pour aller vite dans l'explication, disons qu'il nous faut combattre l'attentisme (on attend que descende la date de l'action) comme la quiétude qui pourrait s'installer : la C.E. a lancé le galet et les vagues vont se propager parmi les travailleurs. Pas si simple !

Quelques suggestions pour éviter cela :

- ne pas occulter le quotidien par la perspective du grand non, mais articuler les deux
- montrer que l'action d'ensemble se nourrit de l'action et des revendications spécifiques (là, il y a beaucoup d'incompréhensions, sur les femmes et les jeunes, notamment)
- ne pas perdre de terrain sur les grands dossiers-phare, certes mais ne perdre aucun terrain nulle part. Nos adversaires eux attaquent de front et continuent tous azimuts leur laminage insidieux.
- veiller à la bonne application des plans de travail et réaliser tout ce qui est prévu. Cela pèsera lourd dans la mobilisation que nous arriverons à réaliser.

SUR LA DEMARCHE DE LA CGT

Là, on trouve de tout dans les têtes et dans les débats. Soyons très vigilants et n'hésitons pas à fournir toutes les explications nécessaires. Il y va de la réussite de l'action, mais aussi de notre renforcement.

Dans l'état actuel de nos informations, nous pensons qu'il faut insister sur :

- la continuité et la logique de notre attitude. Nous avons constamment cherché à responsabiliser les salariés, nous les avons appelés à l'action ; aujourd'hui nous les invitons à débattre du niveau de l'action. Au passage, ça permet d'éviter quelques interrogations sur les conséquences "*politiques*" de notre action en rappelant que seuls comptent les intérêts de plus en plus menacés des travailleurs.

- la victoire que nous avons remportée sur la flexibilité. Il y a un état d'esprit à créer, notamment dans les entreprises où il ne s'était pas fait grand-chose à l'époque. Ailleurs, il s'agit de maintenir un capital information/mobilisation des travailleurs qui était une des grands données de la période.

- le rapport de forces : pas inutile de montrer que la C.G.T. isolée, dépassée. C'est un rêve des autres mais qui tourne au cauchemar. Chiffres des élections professionnelles. Mais souligner aussi que nos avancées vont pousser les autres à se munir d'armes plus puissantes : donc s'attendre à tout et prendre l'offensive.

- l'opportunité de notre mouvement : certains disent "*enfin !*" d'autres espèrent y arriver mais comment ? Il serait donc utile de revenir sur toutes les actions qui plus ou moins réussies ont permis d'en arriver là et de montrer que l'action en débat est aujourd'hui possible parce que se conjuguent deux éléments :

- la mobilisation que nous avons réalisée au fil des mois
- l'aggravation de la situation.

A suivre !

DES INITIATIVES POUR "FAIRE FORT"

- Nombreuses consultations
 - dans les Télécoms, sur le plan de relance
 - au Pari Mutuel
 - à l'aéroport de Paris...
- Des portes ouvertes en direction de la population
 - Le Creusot
 - LTT à Lannion...
- De multiples conférences de presse (impossible de tout citer)
- Des tracts
 - 100 000 dans les Bouches-du-Rhône
 - 40 000 dans les Alpes-Maritimes, la Loire Atlantique, l'Ille et Vilaine
 - 20 000 dans le Vaucluse et la Dordogne
 - 30 000 dans le Var

Et chez vous ?

Informez-nous de tout ce qui est mis en chantier

- pour diffuser nos explications
- pour expliquer le sens de notre démarche
- pour appeler les salariés au débat.



Extrait de l'intervention de Bernard Lacombe, Secrétaire de la CGT prononcée au Congrès de l'U.D. de la Loire.

Concernant le développement des luttes, Bernard Lacombe, Secrétaire de la C.G.T. est intervenu devant le Congrès sur la proposition de la C.E. du 9 janvier dernier appelant à une action nationale de grande ampleur.

"De quoi s'agit-il ou de quoi ne s'agit-il pas ? Attention de ne pas mettre la charrue avant les boeufs. Ne nous enfermons pas dans nos schémas tout fait de grève générale dans laquelle certains seraient bien contents de nous enfermer. Ne nous enfermons pas dans nos schémas de militants trop vite. Ce qu'il faut, c'est faire grandir une idée entre nous, ne pas l'encadrer, ne pas la corseter mais bien la faire grandir dans la tête des travailleurs et pas d'abord dans nos têtes de militants comme si nous détenions la vérité. La grève générale ne se fera que si les travailleurs, dans leur masse, se rendent compte que c'est nécessaire et qu'ils en ont la force. Que nous le pensions, c'est nécessaire, mais ce n'est pas suffisant.

C'est à nous qu'il appartient de leur montrer et c'est seulement quand ils en auront pris conscience qu'avec eux nous déciderons de l'action et la force de cette action, ce que nous devons faire, c'est faire grandir l'idée que c'est pas possible :

- que l'on continue à licencier, par exemple, Creusot-Loire, le textile dans le département
- que nos gosses soient de futurs chômeurs,
- que 1 million de ceux-ci n'aient pas la moindre allocation pour vivre,
- que ce n'est pas possible qu'on laisse faire ça sans rien dire...

QUE TOUS ENSEMBLE, NOUS DISIONS NON, NON ET NON

CELA SUFFIT. ARRETEZ LA CASSE. C'EST PAS POSSIBLE QU'ON RESTE TOUT SEUL DANS SON COIN A BAISSER L'ECHINE EN ATTENDANT QUE CA PASSE, PARCE QUE CA NE PASSERA PAS.

Avec la flexibilité de l'emploi, ils ont montré jusqu'où ils ont décidé d'aller. Leur but est clair, le grand capital en a besoin.

C'est à nous qu'il appartient de créer les conditions d'un front du refus, qu'il soit à la dimension de l'enjeu pour donner un vrai coup d'arrêt. Nous devons permettre aux salariés d'avoir conscience de leur force."

Saint-Etienne, le 1er Février 1985